

Scientifiques, citoyens, médias : un jeu de rôle très confus

Dominique Chouchan, Journaliste scientifique

En science comme en politique, les médias sont régulièrement accusés de faillir à leur devoir d'information. Sommés de réagir dans l'instant, ils sont de plus en plus confrontés au risque de privilégier la communication au dépens d'une information critique. Mais au-delà de contraintes multiples (audimat, atteintes à l'indépendance rédactionnelle des journalistes, concurrence des sources d'information par internet...), il s'instaure souvent une forme de contrat tacite entre les choix rédactionnels et les attentes supposées ou réelles du public sur des questions de société aux tendances lourdes, par exemple celles liées à l'énergie. La mise en scène médiatique reflète alors pour partie l'état de santé de notre société, ses choix et ses aveuglements.

« Soyez réalistes, demandez l'impossible »

Autres temps, autres utopies. Ce graffiti parmi d'autres a orné les murs de nos villes, il y a à peine plus de 35 ans. Les rêves fous d'une époque, qui en appelaient à l'imagination au pouvoir, se sont évanouis, balayés. Les utopies sont mortes, ou du moins en sommeil. On nous parle danger, risques, catastrophes, précaution, sécurité, mondialisation..., autant d'« évidences » qui encadrent la pensée par leur trop plein d'évidence, et sur lesquelles tous semblent néanmoins s'accorder, que ce soit en qualité de politique, de citoyen, de journaliste ou de scientifique. Dans la sphère publique, au chevet de la société souffrante, le discours politique s'efface devant celui de l'expert, de la même manière que dans la sphère privée, auprès du corps malade, se presse une multitude de spécialistes. Tout concourt à nous convaincre que la (les) solution(s) sera(ont) technologique(s), ou ne sera(ont) pas. Les réponses techniciennes s'infiltrant dans tous les espaces laissés vides d'une pensée de l'individu et du politique. À qui la faute? À des hommes politiques cyniques? À des scientifiques irresponsables? À des médias complices? À des citoyens abusés?

Les dangers du déterminisme technicien

Un petit détour pour commencer. Le passage d'un millénaire à l'autre revêt une importance très particulière dans l'imaginaire humain. Le passage au troisième millénaire n'a pas fait exception. Il était même investi du désir d'en découdre avec un siècle de barbarie, où celle-ci avait atteint des sommets inégalés. Non pas du fait des progrès de la technique, mais avec l'aide éventuelle de celle-ci. Certes le radicalisme méthodique des moyens employés dans les camps nazis (dépersonnalisation, expérimentation médicale, chambres à gaz...) doit pour une part son accomplissement à une certaine forme de rationalité technicienne, tandis que l'assassinat massif de civils à Hiroshima et à Nagasaki apportait la démonstration emblématique du pouvoir de destruction du génie humain. Mais les millions de morts de l'ère stalinienne, les tortures en Algérie, ou les massacres collectifs perpétrés au Rwanda n'ont guère sollicité de prouesses techniques. Il faut donc se garder des déterminismes hâtifs, pour le meilleur comme pour le pire.

Revenons au « meilleur ». Le progrès technique contribue à une amélioration des conditions d'existence des humains, nul n'en doute. Elle ne saurait se substituer à un quelconque projet socio-politique, chacun en conviendra également. Les exemples sont là encore pléthore. Il n'est que de songer aux espoirs des trente glorieuses, où l'on imaginait que la machine allait affranchir l'homme des tâches fastidieuses et dangereuses, voire lui ouvrir les portes d'une liberté jusque-là inconnue. La machine est venue, mais les progrès espérés sont loin d'être à la hauteur des attentes.

Utopies ou fantasmes ?

Les grandes promesses d'une technique salvatrice ont rarement été tenues. Pourtant, le rêve perdure, à l'insu de toute mémoire, de tout constat de déjà-vu ou de déjà vécu, de l'expérience accumulée, des milliers de pages écrites sur le sujet (voir par exemple sur l'énergie : de J-Cl. Debeir, Jean-Paul Deléage et Daniel Hémerly, « Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie », Flammarion, 1986). Parmi les promesses d'aujourd'hui : les techniques qui vont résoudre les problèmes d'énergie, de faim dans le monde, du vieillissement, des maladies génétiques, des cancers..., auxquelles s'ajoute depuis peu le « messianisme » nanotechnologique. Qui pourrait renoncer à de telles perspectives? Ces rêves sont d'ailleurs loin d'être l'apanage de l'homme moderne, ils datent souvent de quelques millénaires. Sont-ce là des utopies? Ou s'agit-il plutôt de fantasmes, auxquels répondent et ont répondu, de tout temps, les fantasmes de ceux qui prônent la peur et le retranchement sécuritaire?

Le fantasme, plus proche du mythe que de l'utopie, est sans nul doute un moteur puissant du génie humain. Dans un tout autre domaine que celui de l'énergie, l'informatique, on sait l'obsession d'Alan Turing - « Les machines peuvent-elles penser? L'ordinateur a été inventé, induisant une véritable révolution technique. Il n'existe toujours pas de machine à penser, du moins à ce jour. Le mythe, ou le fantasme, perdure cependant, il n'est que de prêter attention aux recherches menées sur les robots autant qu'aux réactions qu'elles suscitent, fascination et craintes s'entremêlent, dans et hors le milieu scientifique.

On pourrait multiplier les exemples : le fantasme ou mythe de l'éternelle jeunesse (les recherches sur le vieillissement et leurs pilules miracles sont très médiatisées et très populaires), celui d'un langage universel (la mort passée ou annoncée de dizaines de langues n'émeut que quelques spécialistes), et enfin celui d'une énergie illimitée. Le seul rêve récent à dimension technique qui se soit apparenté à une utopie fut sans doute celui, juste après guerre, de l'inventeur de la cybernétique, le mathématicien Norbert Wiener. « Il voit dans l'avènement d'une société structurée autour de l'information une façon d'empêcher que ne se reproduise la barbarie du conflit qui vient de se terminer » (Armand Mattelard, Histoire de l'utopie planétaire, La Découverte, 1999). Mais il pense aussi, poursuit Mattelard, que la condition essentielle est d'empêcher que le pouvoir et l'argent n'entravent la circulation des machines à communiquer. Le rêve fut de courte durée.

La science nous renvoie notre image...

Ce qui caractérise notre monde contemporain, ce n'est donc pas tant la nature de ces fantasmes, ni la structure de l'imaginaire individuel et collectif qui les sous-tend, que le transfert de croyances qui s'est produit. Dans la Grèce ancienne ou du temps des pharaons, on en appelait aux dieux pour réaliser de tels rêves. L'humanité en appelle aujourd'hui à la technique et à celle qui est perçue comme sa tête pensante, la science. Source de tous les bienfaits pour les uns, de tous les maux pour d'autres, ou des deux à la fois, la science rassure autant qu'elle terrifie, ce que l'éminent historien des sciences Jacques Roger avait formulé à sa manière : « La science nous renvoie notre image : c'est en nous regardant dans ce miroir que nous nous faisons peur ».

Lue à la lettre, cette phrase suggère l'idée selon laquelle, contrairement aux idées reçues, l'image d'une science enfermée dans sa tour d'ivoire est peut-être moins évidente qu'il n'y paraît. Qu'il s'agisse de recherche théorique (origine de l'univers, de la vie...) ou de recherche plus finalisée, les orientations de recherche traduiraient plutôt des désirs/fantasmes partagés par la société dans son ensemble. Cela est particulièrement clair dans les sciences de la vie contemporaines, et notamment en génétique, dont le statut privilégié et le succès auprès du public n'ont d'égal que la puissance des métaphores dont elle se pare. C'est dans ce contexte que doivent s'envisager les relations complexes, de séduction/répulsion, qu'entretiennent médias, citoyens, scientifiques. La théorie du complot, d'où qu'il vienne, ne sert qu'à faire l'impasse sur la(les) question(s), ou à apporter des réponses à des questions mal posées.

Pourquoi un tel transfert sur la science et la technique, et, d'une certaine manière, un tel détournement de la dimension existentielle, éthique et politique des questions humaines? Cette interrogation appelle évidemment plusieurs réponses. L'une d'entre elles, la plus immédiate, tient à la formidable efficacité, notamment depuis un peu plus d'une cinquantaine d'années, dont a fait preuve la technique, avec l'aide de la science, dans la maîtrise de la nature et l'affranchissement de l'homme de quelques aléas naturels, du moins dans les pays industrialisés. À tel point qu'une partie de l'humanité (dans et hors le milieu scientifique) a bien cru, et croit encore, que le progrès social représente le corollaire « naturel » du progrès scientifique et technique.

Certitudes en déroute

Mais il s'est produit deux grands chocs, après la Seconde Guerre mondiale. Le premier date du début des années 1970, avec la prise de conscience des limites de notre planète et de sa fragilité. Le second date du début des années 1990. Avec l'écroulement de l'empire soviétique, et surtout de son idéologie, une partie de l'humanité se trouvait brutalement privée d'utopie politique, aussi assassine fût-elle (et dont les effets désastreux sur la pensée de l'utopie et la pensée tout court perdurent jusqu'à ce jour). Chacun se sentait à la fois orphelin d'une certaine conception de la nature, qu'il croyait domptable, et d'un réel débat sur un projet de société (au-delà des quelques nuances entre néolibéralisme de droite et néolibéralisme de gauche). La nature prenait sa revanche. Et le contrat social entre les hommes devait être repensé... mais cette fois à l'échelle planétaire. L'Etat-nation avait constitué une solution politique rationnelle pour organiser la sécurité vitale de ses habitants (au plan alimentaire, de l'hygiène, de la santé, des besoins énergétiques...) et leur sécurité militaire, ainsi que pour établir des règles de solidarité entre les individus d'une même région. Les problèmes d'aujourd'hui (accès à l'eau, à l'énergie...) ne peuvent trouver de solutions que dans une approche mondiale. C'est aussi à ce prix que la notion d'Etat-nation démocratique pourra conserver sa pertinence.

Les démocraties occidentales ou de modèle occidental, qui ont opté pour l'économie de marché, sont donc confrontées à de multiples contradictions et paradoxes, qui méritent d'être affrontés en tant que tels au lieu d'être occultés ou contournés au profit d'une approche strictement technicienne. En matière d'énergie, ces contradictions risquent de s'accroître à la faveur de la libéralisation du marché, dont l'acceptation transcende pour une part les clivages politiques, et cela une trentaine d'années à peine après la dérégulation du marché financier. Ce rapprochement n'est évidemment pas fortuit. L'énergie est le moteur de toutes les activités humaines, depuis l'assainissement de l'eau douce ou le dessalement de l'eau de mer, jusqu'aux activités industrielles et aux transports, en passant par l'activité agricole, de même que la finance fonde toute l'activité économique. L'équivalence entre les deux se concrétise notamment par les droits à polluer.

Quel principe de précaution ?

Parmi les contradictions, et pas des moindres : le décalage entre une demande croissante d'énergie dans ces mêmes démocraties, et les discours tenus de toute part sur les droits d'accès des pays pauvres à l'eau et à l'énergie, et sur les problèmes environnementaux globaux (effet de serre) ou régionaux (risques et déchets nucléaires), tout cela dans un contexte de ressources limitées. Par exemple en France, depuis la canicule de 2003, on redoute des pics de consommation d'énergie en été, essentiellement sous l'effet de la demande des consommateurs (la demande sociale) similaires à ceux enregistrés en hiver. Au mépris de toute logique, du moins celle affirmant la nécessité de modérer les consommations d'énergie inutiles, les Français se sont massivement jetés en 2004 sur les climatiseurs et autres systèmes du même genre. Du jour au lendemain, ces objets sont apparus comme de première nécessité, alors qu'ils ne l'étaient de fait que pour des populations à risques (personnes âgées, malades, fragiles...).

Aucune technologie actuelle, qu'elle soit nucléaire, éolienne ou géothermique ne peut résoudre cette contradiction. Même un saut technologique majeur, jamais à exclure (on se souvient de l'excitation autour de l'annonce de la fusion froide, mais aussi de l'enthousiasme suscité par la découverte des matériaux supraconducteurs) ne nous apportera au plus qu'un sursis. Ce qui ne dispense évidemment pas d'étudier les bénéfices/risques de chaque option technique. Mais la précaution, si tant est que l'on souscrive à la pertinence de ce principe, voudrait sans doute que l'on s'interroge prioritairement pour savoir si, après la domination du marché de l'eau minérale par trois multinationales dans le monde, on accepte qu'il en soit de même pour l'énergie, avec des prix compétitifs pour les pays riches et insoutenables pour les pays pauvres.

Autre contradiction des systèmes démocratiques, qui suscitent l'envie de nombre de pays muselés : la perception de plus en plus négative des « médias », terme d'ailleurs souvent employé pour désigner indifféremment les médias télévisuels, écrits, radiophoniques, internet. Il est hors propos ici d'en faire l'apologie ou le procès. Mais quelques exemples permettront d'apporter un éclairage sur l'extrême ambiguïté et confusion de chacun à ce sujet.

La demande faite aux médias

Sur les problèmes liés à l'énergie comme sur d'autres, on peut bien sûr relever nombre d'erreurs et carences, plus ou moins graves. On se souvient par exemple de l'étude épidémiologique, publiée début 1997 dans le *British Medical Journal* (BMJ) par Jean-François Viel, sur les cas de leucémies d'enfants vivant à

proximité de l'usine de La Hague (voir de J.-F. Viel, *La santé publique atomisée*, La Découverte, 1998). Les médias français ont alors clairement failli à leur mission d'information, alors que l'épidémiologue se voyait diffamé par certains de ses confrères et par l'establishment nucléaire. A l'inverse, sur un tout autre thème, la presse écrite a alerté sur les risques pour certaines populations du vaccin de l'hépatite B (voir d'Eric Giacometti, *La santé publique en otage*, Albin Michel, 2000). Elle a immédiatement fait l'objet de violentes accusations et dénégations de la part de membres de l'establishment scientifique, aux dépens de l'argumentation, des dénégations que sont pourtant venus moduler, voire contredire des études scientifiques sérieuses ultérieures.

Troisième exemple, relevé dans *La Recherche*. En décembre 1995, on y lit un article du physicien américain Richard L. Garwin intitulé « Les essais nucléaires ne sont plus nécessaires ». Deux mois auparavant, un éditorial de la revue traitait du même sujet. En février 1996, au courrier des lecteurs, diverses réactions. En particulier, un lecteur s'indigne: « [...] J'espérais que *La Recherche* serait en mesure d'exprimer un rejet lucide mais non moins énergique de ce genre d'aventure arriérée [...] ». Un autre lecteur s'indigne, mais dans le sens inverse: « Contrairement à l'avis de votre lecteur [le précédent, ndlr], je suis surpris que votre revue n'accorde ses colonnes qu'aux anti-nucléaires, sans soumettre au lecteur des informations de sources pro-essais [...] ». Manifestement, ces lecteurs semblent attendre que « leur » média n'ouvre ses colonnes qu'à un point de vue particulier. Au point de produire deux perceptions opposées du média visé (pro-nucléaire et anti-nucléaire). Ce dernier exemple ne manque pas d'induire un certain nombre d'interrogations, sur ce que le lecteur lit, ou veut *a priori* lire, sur ce que l'auditeur veut entendre, ou le téléspectateur voir, là encore aux dépens de toute mise en débat. La question vaut bien au-delà des questions de science.

Les médias comme symptôme

Sur les problèmes d'énergie, à la fois vitaux et très complexes, il se peut que la tendance soit à attendre des médias des énoncés qui libèrent de la responsabilité d'affronter le réel. Ce réel ne se résume pas, loin s'en faut à un débat pour ou contre le nucléaire (fission ou fusion), l'éolien, l'hydrogène..., mais nécessite vraisemblablement une véritable révolution dans la pensée et dans les pratiques, ainsi que dans les choix politiques de nos démocraties. À cet égard, on reste médusé par la visite du site très officiel sur la fusion thermonucléaire qui diffuse une propagande digne d'un temps que l'on eût cru révolu.

À l'heure où le désastre qui s'est abattu sur l'Asie du Sud-Est a frappé les esprits, tandis que, entre autres, le sida progresse inexorablement dans les pays pauvres, l'imagination et surtout la prise de conscience politique à tous les niveaux s'imposent plus que jamais. Cela fait déjà une vingtaine d'années que François Ramade a publié son ouvrage traitant d'événements catastrophiques. Une vingtaine d'années qu'il a souligné l'inégalité des peuples devant les catastrophes naturelles, qui n'ont souvent de naturelles que le facteur déclenchant, l'extrême pauvreté associée à une surpopulation faisant pour une bonne part le reste (voir de François Ramade, *Les catastrophes écologiques*, McGraw-Hill, 1986).

Il est mille autres choses que l'on a lues ou vues, notamment dans les médias, et que l'on a tendance à oublier, à occulter, ou à ne pas vouloir savoir, par simple réflexe individualiste ou par sentiment d'impuissance... Exemple parmi d'autres, d'après *Le Monde* daté du 29 décembre 2004: avec la levée des quotas sur le commerce du textile au 1^{er} janvier 2005, quelques millions de personnes vivant directement ou indirectement du textile... au Bangladesh, pourraient se retrouver encore plus démunis. Hors sujet? Nous sommes à une période charnière. Soit les démocraties et leurs acteurs politiques et citoyens poursuivent leur fuite en avant et continuent de reléguer les problèmes de fond au registre de la technique (comme ceux de l'énergie) ou de l'humanitaire, soit elles prennent l'initiative de reconsidérer le projet démocratique et certaines règles du contrat social et politique, à l'aune d'une perspective mondiale. Cela suppose d'être critique sur toutes les formes de communautarisme, que ce soit le jeunisme, le seniorisme, le scientisme, le citoyennisme... Les termes du débat, y compris dans les médias, y gagneront en clarté. ■

cbouchan @club-internet.fr